

Europe : le retour des atavismes ?

Opinion

Richard Laub
et Olivier Boruchowitch

Cofondateurs
de Stand Up for Europe

■ Stop au fantasme selon lequel seul le retour à l'Etat-nation permet aux plus fragiles d'être entendus. Cet argument fallacieux est brandi par les extrêmes dont la légitimité se nourrit de la faiblesse de nos institutions.

Le Front national "mariniste" traverse une crise de valeur. La mutation du parti de l'opposition systématique et de l'esclandre en une force de gouvernement cherchant une nouvelle respectabilité s'est faite au prix d'une habile confusion des polarités politiques, difficilement tenable à terme. Historiquement situé à la droite de la droite – un positionnement au demeurant pleinement assumé par l'ancienne direction "jean-mariste" – le Front a voulu maintenir son enracinement national-identitaire tout en défendant des thèses sociales renvoyant à l'extrémité inverse de l'échiquier politique. Et la synthèse impossible qu'a tenté de réaliser Marine Le Pen, sur le conseil de Florian Philippot aujourd'hui écarté, s'est avérée in fine contre-productive dans la mesure où elle n'a pas pu élargir sa réserve de voix de manière significative, en particulier en direction des électeurs mélenchonistes.

Une portée symbolique

Avec la progression spectaculaire

de l'AfD (l'Alternative pour l'Allemagne), la cartographie politique allemande a révélé une tout autre configuration. D'abord parce que la résonance de l'entrée au Bundestag de troupes d'extrême droite a une portée symbolique singulière. Et ce, pour deux raisons. D'une part, le passif historique du pays dans lequel s'est développé le nazisme donne à l'événement une densité qu'il ne peut avoir ailleurs. D'autre part, s'il est bien un pays qui a réalisé un travail de mémoire exemplaire, c'est bien l'Allemagne.

Pourtant, les déclarations de Björn Höcker, l'une des éminences grises de l'AfD, ayant qualifié le Mémorial de la Shoah de "monument de la honte" n'ont pas empêché l'AfD de continuer à croître en popularité alors que le Front "mariniste" a dû se délester de ce type de déclaration pour continuer à prendre de la hauteur. Autre différence notable, l'ancrage socio-économique. Car le mouvement d'Alexander Gauland, ultralibéral sur le plan économique et chrétien-conservateur sur le plan social, se distingue des positions "marinistes" sur la laïcité et sur la centralité – toute bonapartiste – de

l'Etat.

Il y a de surcroît une autre singularité allemande à observer. Les scores les plus élevés de l'AfD ont été enregistrés dans l'ancienne Allemagne de l'Est, c'est-à-dire dans les régions les plus touchées par les difficultés socio-économiques. L'argumentation anti-musulmane et xénophobe, l'exaltation de la nation, l'éréthisme de l'identité et la sublimation des atavismes ont suffi à convaincre les électeurs de ces Länder. Le parti allemand dispose également d'une aile plus "respectable", incarnée par Jörg Meuthen, destinée à récupérer les électeurs déçus de la CDU dans des circonscriptions plus bourgeoises, comme à Munich ou dans le Bade-Wurtemberg. C'est dire si,

à la différence du FN "mariniste", l'AfD revendique son positionnement chrétien-conservateur.

Un vrai danger

Relevons enfin un double paradoxe. Le projet "mariniste" visant à fédérer autour du FN une majorité alternative a échoué en dépit des quelque 34 % obtenus lors du second tour de l'élection présidentielle. Marine Le Pen a même

contribué à faire élire Emmanuel Macron, très europhile, puisque de nombreux électeurs se sont reportés sur la candidature du fondateur d'En Marche, afin d'éviter que la présidente du Front national n'accédât à la magistrature suprême. L'AfD est dans une situation inverse. Totalisant quelque 13 %, il ne peut guère espérer mieux que de représenter une force de

nuisance, ses positions radicales se heurtant à un plafond de verre bien moins élevé que celui de son homologue français.

Le transfert des voix des électeurs de la CDU vers l'AfD, europhobe, et le FDP, le parti libéral-démocrate eurosceptique et pourtant incontournable pour constituer une nouvelle majorité au Bundestag autour de la CDU, pourrait bien compromettre en partie la poursuite de la construction européenne. Christian Lindner, le chef de file du FDP, sort en effet grandi de la dernière consultation puisqu'il a réussi à ramener son parti dans l'hémicycle après une défaite historique aux élections législatives de 2013. C'est donc un dirigeant ragaillard par son score, qui a déjà opposé une fin de non-recevoir au projet de réforme de la zone

euro du président Macron. Les résultats obtenus par l'AfD risquent donc de susciter des conséquences bien plus préjudiciables à l'action européenne du couple franco-allemand que les scores recueillis par le FN ne pourraient entraver l'engagement européen du Président Macron, alors que le Rassemblement Bleu Marine a récolté en valeur relative près de trois fois plus de voix.

L'Europe n'a plus le choix

Plus que jamais, les élections législatives allemandes se sont déroulées sur fond de crise européenne, de problèmes migratoires, de malaise social et de ressentiment identitaire, des questions complexes auxquelles la simplification à outrance des discours populistes peut aisément répondre à coups de slogans. Face à ces nouveaux succès remportés grâce à une vieille rhétorique, l'Europe n'a plus le choix, elle doit proposer des solutions à la hauteur des enjeux qui se présentent à elle. Car dans un monde globalisé, qui peut croire sérieusement que la régulation des flux migratoires puisse être encore gérée à l'échelon national ? Qui peut réellement penser que l'interdé-

pendance des économies nationales puisse se passer d'une politique concertée au niveau européen ? Qui peut encore imaginer que la réinsertion socio-professionnelle des populations périurbaines et des pans entiers de la société qui se sentent abandonnés par le mouvement de la mondialisation peuvent se passer d'un vaste plan européen favorisant l'éducation, la mobilité et l'apprentissage ? Comment peut-on espérer mettre un terme

au dumping social qui a laminé les classes moyennes sans une impulsion et un vaste plan européens permettant d'éviter une course effrénée à la dévalorisation des revenus du travail ?

C'est là que l'Union doit pouvoir jouer pleinement son rôle en favorisant l'émergence d'une Europe économiquement et socialement intégrée. Il appartient aux responsables politiques de créer enfin les conditions nécessaires au rétablissement de la confiance citoyenne en posant des gestes forts. Afin de briser le fantasme selon lequel seul le retour à l'Etat-nation permettrait aux plus fragiles d'être entendus, argument fallacieux souvent invoqué par les extrêmes, dont la légitimité se nourrit depuis trop longtemps de la faiblesse de nos institutions.